

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2012

DÉCLARATION INITIALE

en cas de création d'établissement ou de changement
d'exploitant intervenu en 2011

DÉPARTEMENT	
COMMUNE DU LIEU D'IMPOSITION	

TIMBRE À DATE DU SERVICE

Renvoyez un exemplaire **AVANT LE 1^{er} JANVIER 2012** au service des impôts des entreprises ci-dessus,
auquel vous pouvez vous adresser pour tout renseignement.

ou téléphonez au :

ou messagerie :

A1 Identification de l'entreprise

COMPLÉTER ou RECTIFIER dans la partie droite les mentions absentes ou erronées

Dénomination ou nom et prénom

1

Activités exercées

2

Adresse du principal établissement

3

Numéro SIREN

4

Inscription au répertoire des métiers et de l'artisanat

5

OUI

NON

Comptable de l'entreprise : nom, adresse, numéro de téléphone

6

A2 Identification de l'établissement

Adresse dans la commune

7

Adresse où doit être envoyé l'avis d'imposition si elle diffère de celle
indiquée au n° 7 ci-dessus

8

Numéro SIRET de l'établissement

9

Code de l'activité de l'établissement (NACE) et libellé

10

Nom et adresse de la personne ayant établi la déclaration si elle ne fait
pas partie du personnel salarié de l'entreprise.

Téléphone :

Adresse électronique :

À le
Signature

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité.

Disponible sur www.impots.gouv.fr et auprès de votre service des impôts.

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

A3 Origine de l'établissement (cases à cocher)

- Création d'établissement
 Début d'activité
 Transfert d'activité
 Acquisition d'établissement
 Apport
 Scission
 Fusion
 Autres (à préciser)

A4 Identification de l'ancien exploitant ①

Dénomination ou Nom et Prénom	
Activité exercée	

B1 Renseignements pour l'ensemble de l'entreprise Période de référence : année civile 2010 ou exercice de 12 mois clos en 2010

Entreprise créée en 2011				Entreprise existante en 2010					
Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	1/...../.....		Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	7/...../.....			
Effectif au cours de l'année civile 2011 ②	2		,	Effectif au cours de l'année civile 2010 ②	8		,		
dont	Apprentis sous contrat	3		,	dont	Apprentis sous contrat	9		,
	Handicapés physiques	4		,		Handicapés physiques	10		,
Chiffre d'affaires HT ou recettes HT estimés pour 2011	5			Chiffre d'affaires HT ou recettes HT en 2010 (ou de l'exercice clos en 2010, lorsque sa durée est égale à 12 mois mais ne coïncide pas avec l'année civile)	11				
Ajustement à l'année ③	(ligne 5) x 12	6		Ajustement à l'année ③	(ligne 11) x 12	12			
Recettes brutes HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation estimées pour 2011 ④	7			Recettes brutes HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation en 2010 ④	13				
Ajustement à l'année ③	(ligne 7) x 12	8		Ajustement à l'année ③	(ligne 13) x 12	14			

B2 Renseignements pour l'établissement

Nombre de salariés employés par l'établissement au cours de l'année civile 2011 ⑤	1		,	
Activités à caractère saisonnier, indiquer la durée d'exploitation en semaines (cocher la case) ⑥	<input type="checkbox"/>	Durée d'exploitation pour le nouvel établissement en 2011 (en semaines)	2	
	<input type="checkbox"/>	Durée d'exploitation normalement prévue en 2012 (en semaines)	3	
Jeunes avocats (cocher la case) ⑦	<input type="checkbox"/>	Indiquer l'année de début de l'exercice de la profession (aaaa)	4
Auto-entrepreneur remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de CFE (cocher la case) ⑧	<input type="checkbox"/>	Indiquer l'année de création de l'entreprise (aaaa)	5
Auto-entrepreneur exerçant une activité artisanale à titre principal (cocher la case) ⑨	<input type="checkbox"/>	Indiquer l'année de création de l'entreprise (aaaa)	6
En cas d'exercice de l'activité de diffuseur de presse, cocher la case ⑩	7	<input type="checkbox"/>		
Date de raccordement au réseau de l'installation produisant de l'énergie électrique (jj/mm/aaaa) ⑪	8/...../.....		
Pour les ouvrages hydrauliques, indiquer le prorata hydraulique relatif à la commune d'imposition (nombre avec deux chiffres après la virgule) ⑫	9		,	%

C Biens du nouvel établissement passibles d'une taxe foncière 13Si les biens sont pris en location ou en sous-location, joindre **obligatoirement** une copie du bail

N°	Rue				Nature du bien 14		
Bât	Esc	Étage	Surface occupée				
1	En cas de partage des biens, cocher la case <input type="checkbox"/>	Nom du propriétaire ou du bailleur				Biens financés par une aide publique pour plus de 75%, cocher la case 15	<input type="checkbox"/>
						Biens bénéficiant de la réduction prévue à l'article 1518 A bis du CGI, indiquer le % et la 1 ^{re} année d'entrée du bien dans la base d'imposition 16	%
N°	Rue				Nature du bien 14		
Bât	Esc	Étage	Surface occupée				
2	En cas de partage des biens, cocher la case <input type="checkbox"/>	Nom du propriétaire ou du bailleur				Biens financés par une aide publique pour plus de 75%, cocher la case 15	<input type="checkbox"/>
						Biens bénéficiant de la réduction prévue à l'article 1518 A bis du CGI, indiquer le % et la 1 ^{re} année d'entrée du bien dans la base d'imposition 16	%
N°	Rue				Nature du bien 14		
Bât	Esc	Étage	Surface occupée				
3	En cas de partage des biens, cocher la case <input type="checkbox"/>	Nom du propriétaire ou du bailleur				Biens financés par une aide publique pour plus de 75%, cocher la case 15	<input type="checkbox"/>
						Biens bénéficiant de la réduction prévue à l'article 1518 A bis du CGI, indiquer le % et la 1 ^{re} année d'entrée du bien dans la base d'imposition 16	%

Si le cadre est insuffisant, joindre un état établi sur ce même modèle

D Exonérations et abattement

Si vous remplissez les conditions, veuillez indiquer l'exonération pour laquelle vous désirez opter		Cocher ci-dessous la case correspondante à votre choix 17	
EXONÉRATIONS ACCORDÉES SUR DÉLIBÉRATIONS DES COLLECTIVITÉS LOCALES		CFE	CVAE
Entreprises de spectacle et établissements de spectacle cinématographique (art. 1464 A du CGI) 18		1	2
Entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) bénéficiant : – soit du régime de l'article 44 sexies du CGI (création d'entreprises nouvelles) – soit du régime de l'article 44 septies du CGI (création d'entreprises nouvelles pour la reprise d'entreprises industrielles) 19 – soit du régime de l'article 44 quindecies du CGI (création ou reprise d'entreprises dans les ZRR)		3	4
« Jeunes entreprises innovantes » ou « jeunes entreprises universitaires » (art. 1466 D du CGI) 20		5	6
Exonération en faveur des caisses de crédit municipal (art.1464 du CGI) 21		7	8
Médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires ruraux (art. 1464 D du CGI) 22		9	10
Activités gérées par des services d'activités industrielles et commerciales (art. 1464 H du CGI) 23		11	12
Indiquer la date de début de gestion : 13			
Libraires indépendants (art. 1464 I du CGI) 24		14	15
Établissements situés dans une zone urbaine sensible (art. 1466 A-I du CGI) 25		16	17
Établissements situés dans les zones de restructuration de la défense (art. 1466 A-I <i>quinquies</i> B du CGI) 26		18	19
Établissements situés dans une zone de recherche et de développement (art. 1466 E du CGI) 27		20	21
Préciser les lignes du cadre C pour lesquelles l'exonération est demandée : 22			
Exonération de 100 % de la valeur locative des installations antipollution et des matériels destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (1518 A du CGI). 28		23	
Préciser les lignes du cadre C pour lesquelles l'exonération de CFE est demandée : 24			
EXONÉRATIONS ACCORDÉES DE DROIT SAUF DÉLIBÉRATIONS CONTRAIRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES		CFE	CVAE
Changement d'exploitant dans un établissement en cours d'exonération situé en zone de redynamisation urbaine (ex art. 1466 A I <i>ter</i> du CGI) 29		25	26
Établissements situés dans les bassins d'emploi à redynamiser (art. 1466 A-I <i>quinquies</i> A du CGI) 30		27	28
Établissements situés dans une zone franche urbaine (art.1466 A-I <i>sexies</i> et ex art. 1466 A I <i>quater</i> et A I <i>quinquies</i> du CGI) 25 29		29	30
Régime de l'aide à l'investissement en Corse (art.1466 C du CGI) 31		31	32
Exonération en faveur de certaines locations en meublé (art. 1459-3° du CGI) 32		33	34
Établissements situés dans les départements d'outre-mer (art.1466 F du CGI) 33 Dans ce cas, cocher le taux de l'abattement auquel vous avez droit : – Abattement simple (80%) 37 <input type="checkbox"/> – Abattement majoré (100%) 38 <input type="checkbox"/>		35	36
Option pour l'encadrement communautaire 34			
		39	<input type="checkbox"/>

Exonérations nécessitant une déclaration spécifique n° 1465-SD disponible sur le site www.impots.gouv.fr :
 – Exonération relative aux opérations dans le cadre de l'aménagement du territoire (art. 1465 et 1465 B du CGI)
 – Exonération relative aux opérations réalisées dans les zones de revitalisation rurale (art. 1465 A du CGI)